

L'ESSENTIEL DU PANORAMA DE L'ESS

Année 2025

L'actualité chiffrée de l'ESS de l'Observatoire Régional de l'Économie Sociale et Solidaire en Île-de-France

L'ESS EN ÎLE-DE-FRANCE

452 987

Emplois

Soit 7.2% du total des emplois
Soit 9.1% des emplois dans le privé

603

Structures de l'IAE

avec 34 078 salariés en
parcours pour 12 162 ETP

32 015

**Établissements
employeurs**

Soit 6.5% du total des
établissements
Soit 6.8% des établissements
privés

97

Entreprises Adaptées avec

2 545 emplois (ETP) & 190 ESAT
avec 14 008 places installées

14

**Emplois en moyenne
par établissements**

24 472

Structures

Dont 515 agréés ESUS

2.3

millions de bénévoles

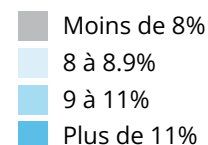
À l'échelle nationale, l'ESS compte un peu plus de 204 000 établissements employeurs et 2,68 millions d'emplois, soit respectivement 8,6% et 10,3% du total.

L'Île-de-France concentre 15,6% des établissements et 16,8% des emplois de l'ESS en France. En Île-de-France, l'économie sociale et solidaire (ESS) compte plus de 32 000 établissements et près de 453 000 emplois, mais sa part reste inférieure à la moyenne nationale, en raison de la forte présence des entreprises privées à but lucratif dans la région.

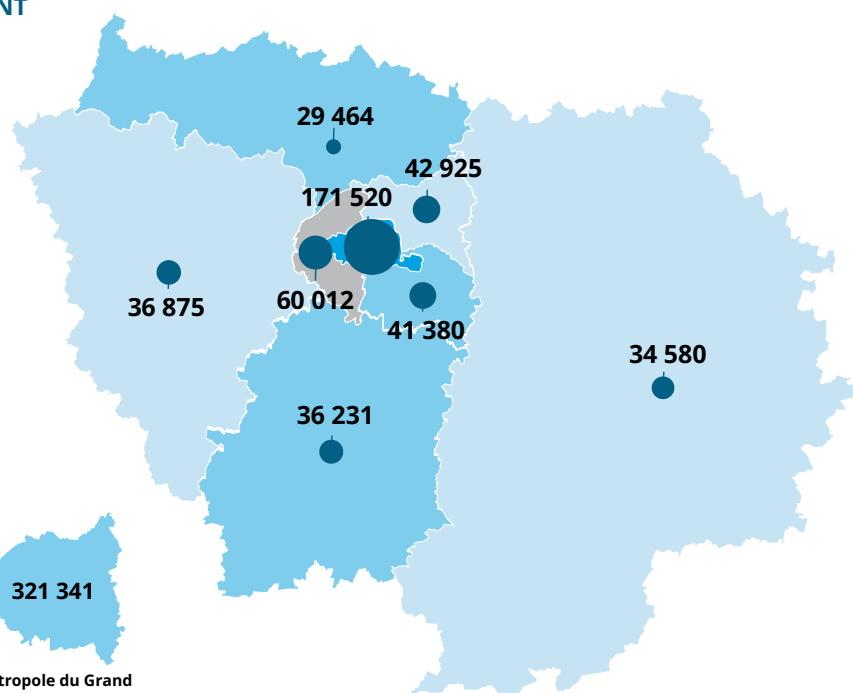
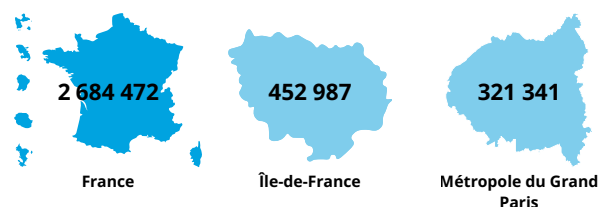
L'ESS francilienne est fortement concentrée dans la Métropole, qui regroupe 68,7% des établissements et 70,9% des emplois de l'ESS de la Région.

PART D'EMPLOIS ESS PARMIS L'EMPLOI PRIVÉ ET NOMBRE D'EMPLOIS ESS PAR DÉPARTEMENT

Part d'emplois ESS dans le privé (%)



Nombre total d'emplois ESS



Source : Observatoire régional de l'ESS d'Île-de-France, d'après FLORES 2022.

LES FAMILLES DE L'ESS

10%

des associations d'Île-de-France sont employeuses

Celles-ci représentent 76.5% de l'emploi ESS

+20%

de fondations en 5 ans, soit 10 334 emplois supplémentaires

1791

Coopératives en IDF
dont 392 SCOP et 85 SCIC

1169

Sociétés commerciales de l'ESS enregistrées comme telles auprès du Greffe
Seulement 88 conformes

621 - 2 566

Mutuelles

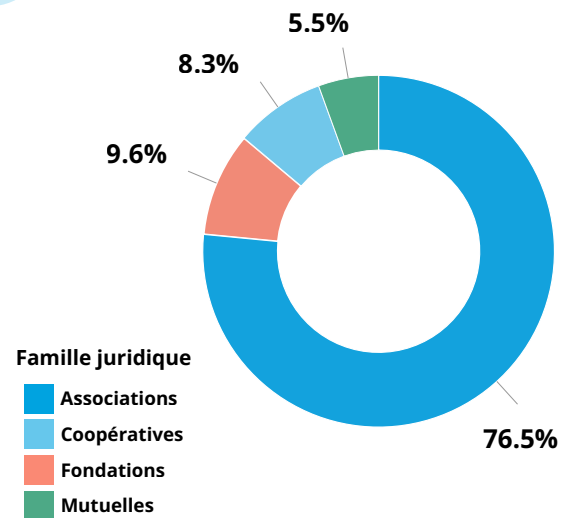
Emplois en moins en 2025 par rapport à 2024 dans les associations franciliennes

Malgré un contexte de stagnation économique, l'emploi dans l'ESS résiste en Île-de-France, grâce à la résilience du tissu associatif et au dynamisme des fondations.

Les associations représentent près de 90% des établissements et plus des trois quarts des emplois de l'ESS. En 2025, le nombre d'établissements associatifs est stable, mais l'emploi recule de 0,8%, ce qui témoigne d'arbitrages budgétaires défavorables pour les associations de petite taille, de mutualisations d'activités ou de non remplacement des départs. Les mutuelles connaissent une contraction plus marquée (-3,8% d'établissements & -6,2% d'emplois), en raison de la poursuite de la logique de concentration et de réorganisation interne.

L'« effet siège » joue à plein dans l'évolution des fondations en Île-de-France : la majorité des grandes fondations nationales ont leur direction à Paris ou dans les Hauts-de-Seine. Depuis le Covid, les fondations d'entreprise se multiplient. Parallèlement, la hausse des dons alimente une économie philanthropique qui nécessite des équipes dédiées.

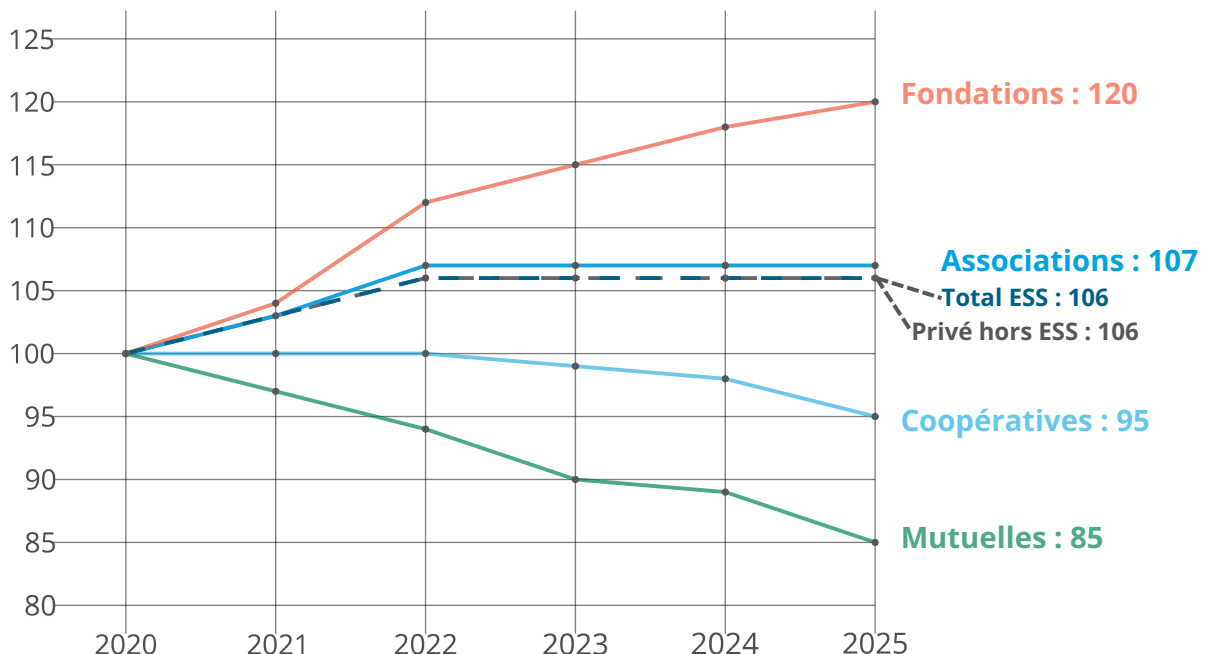
RÉPARTITION DES EMPLOIS DE L'ESS PAR FAMILLE JURIDIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE



Source : Observatoire régional de l'ESS IDF d'après Insee FLORES 2022.

Note : Les données de l'emploi ne sont pas disponibles pour les SCESS sur l'année 2022.

COMPARAISON DU TAUX DE CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS L'ESS PAR FAMILLE JURIDIQUE PAR RAPPORT AU TAUX DANS LE PRIVÉ HORS ESS (BASE 100 EN 2020)



Source : Observatoire régional de l'ESS IDF d'après ACOSS URSSAF.

Les coopératives affichent un profil plus contrasté : le nombre de structures recule (-2,9%) mais l'emploi progresse (+1,4%). Cette dynamique s'explique par la conjoncture économique actuelle, qui rend l'entrepreneuriat collectif plus difficile et fragilise les jeunes structures.

LA CONJONCTURE RÉGIONALE DE L'ESS

Face au ralentissement anticipé de l'économie classique dès 2024, l'ESS résiste en continuant à créer des emplois, avant de connaître à son tour un léger recul en 2025, confirmant son rôle d'amortisseur social.

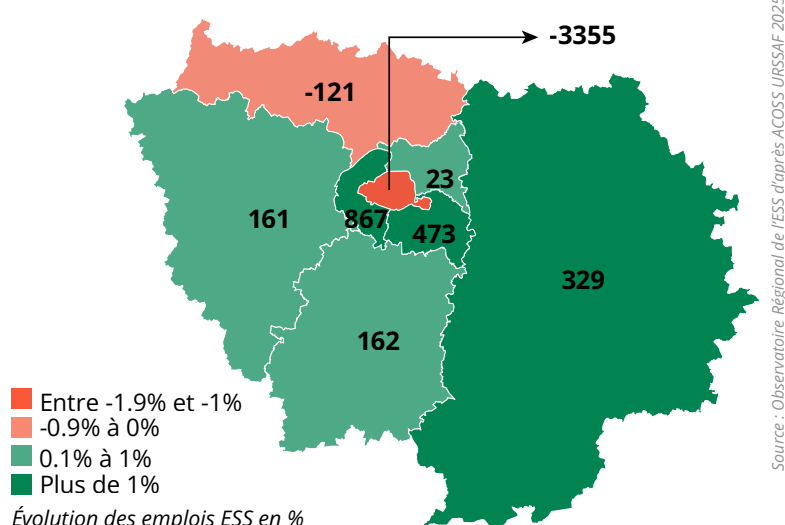
Ce recul se traduit concrètement par une baisse de 0,2% du nombre d'établissement et de 0,3% de l'emploi, soit une perte nette de 54 établissements et 1 460 emplois, des ordres de grandeur alignés sur la stagnation de l'économie privée hors ESS. La baisse de l'emploi dans l'ESS résulte d'un faisceau de contraintes conjoncturelles : réduction des moyens publics, recul des achats privés dans un marché globalement atone, appauvrissement de la population limitant la solvabilité des usagers, et surtout envolée des coûts des matières premières comprimant les marges des structures malgré une demande en forte hausse. Première baisse enregistrée depuis 2018, elle marque un tournant significatif. Ce constat pourrait être appelé à s'amplifier au vu des signaux faibles collectés à l'échelle nationale. À partir des données URSSAF, ESS France signale une hausse des demandes d'étalement de paiement tout au long de 2025, tandis que les redressements judiciaires ont atteint un pic historique pour les structures de l'ESS au T4 de 2025 (0,14%).

Les écarts entre départements sont à relativiser, car les hausses comme les baisses restent modestes. A cette dynamique, s'ajoute le déménagement de quelques sièges sociaux.

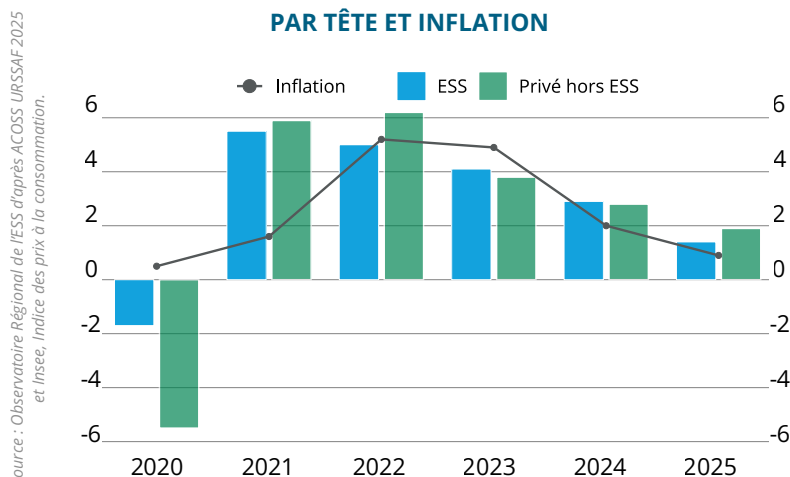
Le contexte économique régional peut en effet générer des effets de réorganisation interne au territoire, avec des déplacements de structures d'un département à un autre. Paris présente un recul simultané du nombre d'établissements et de l'emploi (un solde net négatif de 3 355 emplois dans l'ESS). Cette baisse est en partie induite par le secteur des activités sportives, qui enregistre à lui seul un solde net de -1 624 emplois : il s'agit là d'un effet post Jeux olympiques, les associations ayant massivement recruté dans ce cadre avant de revenir à des niveaux d'activité plus habituels. À cette dynamique s'ajoute un phénomène de déménagement de sièges sociaux : plusieurs structures emblématiques ont quitté la capitale au cours de la période.

Si la Seine-Saint-Denis affiche une progression du nombre d'établissements (+ 1,7 %), elle ne génère plus qu'une hausse très limitée de l'emploi, ce qui traduit une stagnation. Cette stagnation pourrait également traduire un retour à des niveaux d'effectifs plus classiques après les recrutements liés aux Jeux Olympiques. Hors Paris, seul le Val-d'Oise cumule une baisse du nombre d'établissements (-1,3 %) et un recul de l'emploi (-0,5%). À l'inverse, plusieurs départements, comme la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne et le Val-de-Marne, enregistrent une hausse de l'emploi (entre 0,5% et 1,2%), malgré un nombre d'établissements globalement stable ou en léger recul, ce qui traduit une tendance à la concentration. Les Hauts-de-Seine se distinguent par une double dynamique positive : une hausse du nombre d'établissements (+0,7%) et une progression de l'emploi (+1,5%). Cette dynamique s'explique en partie par des transferts de sièges depuis d'autres départements, mais aussi par la concentration de fondations, favorisée par la présence des sièges sociaux de grands groupes privés.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS L'ESS EN GLISSEMENT ANNUEL (SOLDE NET ET ÉVOLUTION)



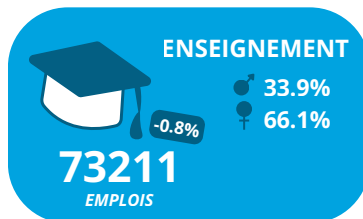
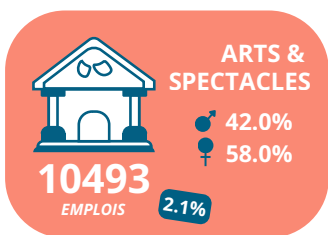
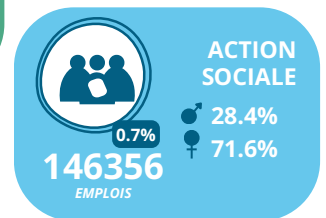
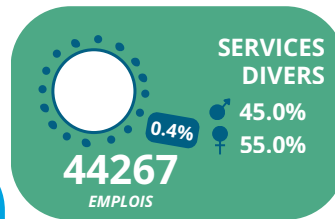
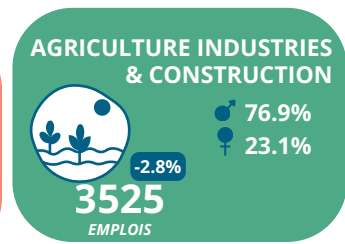
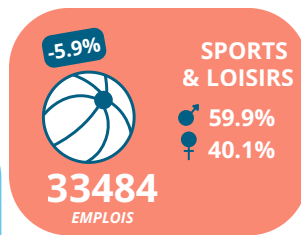
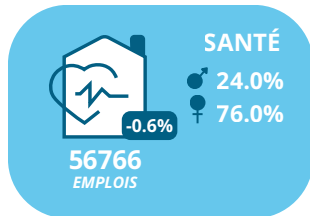
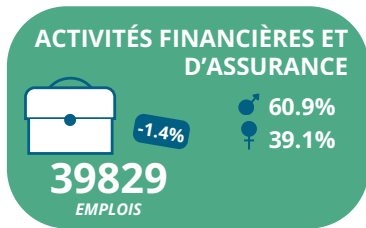
TAUX D'ÉVOLUTION DU SALAIRE MOYEN PAR TÊTE ET INFLATION



En 2025, le salaire moyen par tête (SMPT) dans l'ESS s'établit à 2 942 euros brut, soit une hausse de 1,4%. Cette progression dépasse l'inflation annuelle moyenne, qui s'établit à 0,9%.

Ces dernières années, la dynamique salariale de l'ESS a connu des configurations variées : des périodes où les revalorisations y ont été plus marquées que dans le reste de l'économie, notamment en 2020, d'autres où l'écart s'est inversé, comme en 2022, dans un contexte de forte reprise du secteur privé. Et des phases où l'évolution salariale était semblable. L'année 2025 s'inscrit dans cette dernière configuration.

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

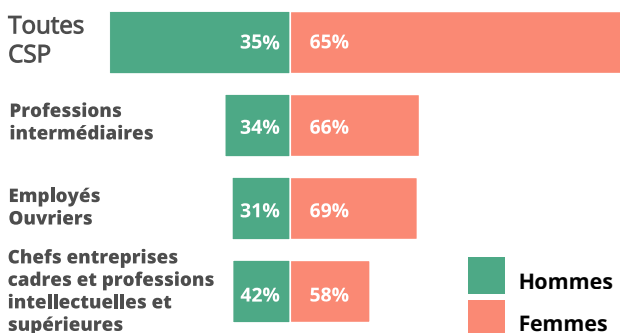


Les données chiffrées en pourcentage dans les encadrés bleu marine représentent l'évolution des emplois 2025.

L'ESS francilienne est présente dans tous les secteurs d'activité. L'action sociale, la santé humaine et l'enseignement demeurent les principaux réservoirs d'emplois.

L'action sociale et la santé présentent une conjoncture stable en 2025 en termes d'établissements. Toutefois, en termes d'emplois, l'action sociale présente un solde net de 1 017 emplois, porté par l'hébergement social et médico-social, tandis que pour la santé, ce chiffre est de -365, perte à mettre en relation avec la fragilité des modèles financiers des centres de santé. Les sports et loisirs enregistrent une baisse marquée des emplois (-5,9%, soit -1 748), signalant la non pérennisation des emplois créés pendant les Jeux olympiques et paralympiques d'été. Les services divers présentent un bilan négatif en termes d'établissements, mais un solde positif de 428 emplois, porté notamment par le commerce et les activités scientifiques et techniques.

RÉPARATION DES SALARIÉS PAR GENRE ET CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DANS L'ESS FRANCILIENNE HORS AGRICULTEURS



Source : Observatoire régional de l'ESS IDF d'après Insee FLORES 2022.

L'ESS francilienne apparaît comme une économie fortement féminisée, reflet des secteurs d'activité dans lesquels elle est le plus investie. Les femmes représentent environ 65% des salariées de l'ESS, une proportion qui reste majoritaire mais moins marquée dans les coopératives, où elles constituent 54% des effectifs. Cette sur-représentation s'explique par le poids des secteurs de l'action sociale et de la santé, où les femmes dépassent les 70% des emplois, confortant le rôle de l'ESS comme employeur clé des métiers du soin, du lien social et de l'accompagnement. À l'inverse, elles demeurent minoritaires dans l'industrie et la construction, ainsi que dans les sports et loisirs. Cette féminisation se réduit fortement dès que l'on observe les postes de pouvoir : dans la catégorie socio-professionnelle des chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, la part des femmes baisse nettement, signalant un plafond de verre persistant.

ACTION FINANCÉE PAR :